

## APPEL D'OFFRES

RFT: 2025/001  
File: AP\_6/15  
Date: 17 February, 2025  
To: Prestataires intéressés  
From: Julie Pillet, Senior Project Officer, SWAP

**Object : Appel d'offres : Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) pour la construction d'une installation de valorisation des déchets métalliques à Wallis**

### 1. Contexte

- 1.1. Le Programme Régional Océanien de l'Environnement (PROE) est une organisation régionale intergouvernementale chargée de promouvoir la coopération régionale au sein des pays et territoires du Pacifique afin de protéger l'environnement et d'assurer un développement durable.
- 1.2. Le PROE aborde les problématiques environnementales auxquelles fait face le Pacifique guidé par 4 principes. Ces principes guident tous les aspects de notre travail :
  - Nous accordons de la valeur à l'environnement
  - Nous accordons de la valeur aux personnes
  - Nous accordons de la valeur à une prestation de services de haute qualité et ciblée
  - Nous accordons de la valeur à l'intégrité
- 1.3. Cet appel d'offre est établi dans le cadre de la seconde phase du projet « S'engager pour une gestion durable des déchets dans le Pacifique », ci-après désigné Projet SWAP2 (Committing to Sustainable Waste Actions in the Pacific), financé par l'Agence française de développement (AFD) à hauteur de 4,3 millions d'euros. Le projet SWAP vise à améliorer les infrastructures de gestion des déchets, à renforcer les capacités et à encourager la collaboration régionale entre les pays insulaires du Pacifique et les territoires français.
- 1.4. Pour plus d'information, visitez: [www.sprep.org](http://www.sprep.org).

### 2. Spécifications : éléments requis

- 2.1. Le PROE procède à un appel d'offre auprès de consultants qualifiés et expérimentés qui pourraient apporter leur expertise et leurs services pour une mission de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une installation de valorisation des déchets métalliques à Wallis
- 2.2. Les termes de référence de la présente consultation figurent en Annexe A.
- 2.3. Le prestataire retenu doit fournir les services dans la mesure où ils sont applicables, en conformité avec les valeurs et le code de conduite du PROE : [https://www.sprep.org/attachments/Publications/Corporate\\_Documents/sprep-organisational-values-code-of-conduct.pdf](https://www.sprep.org/attachments/Publications/Corporate_Documents/sprep-organisational-values-code-of-conduct.pdf). Y compris la politique du PROE en matière de protection de l'enfance, de garanties sociales et environnementales, de prévention de la fraude et de protection des dénonciateurs, ainsi que de genre et d'inclusion sociale.
- 2.4. Les conditions générales de contrat du PROE ne sont pas négociables.

### 3. Conditions : information aux candidats

- 3.1. Afin d'être considéré pour cet appel d'offre, les candidats doivent respecter les conditions suivantes :
- a) Parler français couramment.
  - b) Au moins une des personnes de l'équipe doit être basée à Wallis pour le suivi de chantier.
  - c) Transmettre un CV détaillé précisant les qualifications et les expériences antérieures de chacune des personnes proposées.
  - d) Fournir au moins 3 références significatives d'études menées dans un domaine similaire à celui du présent appel d'offre.
  - e) Compléter le **formulaire de soumission d'offres** – (Veuillez noter que vous êtes tenu de remplir toutes les cases du formulaire, en particulier la déclaration démontrant que vous répondez aux critères de sélection – NE PAS nous référer à votre CV ou votre offre technique. Si ceci n'est pas respecté, votre offre ne sera pas considérée).
  - f) Fournir une copie de leur licence professionnel, enregistrement au registre du commerce ou équivalent.
- 3.2. Les soumissionnaires doivent déclarer tout domaine susceptible de constituer un conflit d'intérêts lié à cet appel d'offres et signer le **formulaire de conflit d'intérêts** fourni.
- 3.3. **Le soumissionnaire est considéré comme inéligible en raison de son association à des critères d'exclusion, notamment** la faillite, l'insolvabilité ou les procédures de liquidation, le manquement à des obligations relatives au paiement d'impôts ou de cotisations de sécurité sociale, la pratique frauduleuse ou la négligence, la violation de droits de propriété intellectuelle, le fait d'être sous le coup d'un jugement, les fautes professionnelles graves, y compris les fausses déclarations, la corruption, la participation à une organisation criminelle, le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme, le travail des enfants et autres trafics d'êtres humains, le manque de capacité à respecter les principales obligations, la création d'une société écran et le fait d'être une société écran.
- 3.4. Le soumissionnaire doit signer le **formulaire de déclaration sur l'honneur** fourni avec sa candidature, certifiant qu'il ne se trouve **dans aucune** des situations d'exclusion citées au point 3.3 ci-dessus et, le cas échéant, qu'il a pris des mesures adéquates pour remédier à cette situation.

#### 4. Instruction de soumission d'offres

- 4.1. La documentation fournie dans le cadre de cet appel d'offre doit démontrer que le candidat satisfait les conditions ci-dessus ainsi que celles demandées dans le cahier des charges, et est en capacité de répondre aux spécifications et au calendrier. La documentation doit également inclure des exemples permettant de répondre aux critères de sélection.
- 4.2. Le dossier d'appel d'offres doit être soumis en français et présenter la proposition complète du consultant intéressé :
- a) **Formulaire d'appel d'offres du PROE et formulaire de conflit d'intérêts.** (*Veuillez noter que vous êtes tenu(e) de remplir intégralement toutes les rubriques demandées dans le formulaire, en particulier les déclarations visant à démontrer que vous répondez aux critères de sélection - NE PAS nous renvoyer à votre CV. Si vous ne le faites pas, votre candidature ne sera pas prise en compte*).
  - b) **Formulaire de déclaration sur l'honneur.**
  - c) **Formulaire de déclaration d'intégrité.**
  - d) **Curriculum Vitae** du personnel proposé pour démontrer qu'il possède les compétences et l'expérience requises pour mener à bien ce contrat.

- e) **Offre technique** qui contient les détails pour réaliser les tâches décrites dans le cahier des charges.
  - f) **Proposition financière** – en utilisant le tableau de proposition financière joint en Annexe B.
  - g) Le cas échéant, fournir :
    - i. Enregistrement/licence d'entreprise (pour les entités/consultants individuels conformément aux législations nationales en vigueur)
    - ii. Lettre d'identification fiscale (NIF) (le cas échéant pour les consultants individuels conformément aux législations nationales en vigueur)
- 4.3. Fournir trois références pertinentes à cet appel d'offres en incluant une référence pour les travaux les plus récents.
- 4.4. Les soumissionnaires doivent porter tous les coûts associés à la préparation et à la soumission d'une offre, y compris les coûts liés à l'attribution du contrat ; le PROE ne sera en aucun cas responsable de ces coûts, quel que soit le déroulement ou le résultat de la procédure d'appel d'offres.
- 4.5. Il pourra être demandé au soumissionnaire de fournir des informations supplémentaires relatives à l'offre soumise, si le Comité d'évaluation des offres demande des informations supplémentaires aux fins de l'évaluation des offres. Le PROE peut présélectionner un ou plusieurs soumissionnaires et leur demander des informations complémentaires.
- 4.6. L'offre soumise doit porter sur l'intégralité du cahier des charges et ne pas être divisée en portions pour lesquelles un soumissionnaire/soumissionnaire potentiel peut fournir des services.
- 4.7. L'offre doit rester valide pendant 90 jours à compter de la date de soumission.
- 4.8. L'offre financière doit être présentée en Franc Pacifique (XPF TTC), en utilisant le **tableau de proposition financière** joint.
- 4.9. Le candidat doit solliciter un accusé de réception de l'offre.

## 5. Questions de clarification

- 5.1.
- a) Toutes demandes de précisions/clarifications relatives à l'appel d'offre doivent être soumises par email à l'adresse suivante [procurement@sprep.org](mailto:procurement@sprep.org) avant le 03 marche 2025. Un résumé des questions reçues et les réponses associées sera disponible sur le site internet du PROE ([www.sprep.org/tender](http://www.sprep.org/tender)) au plus tard le 05 marche 2025.
  - b) Le seul point de contact pour toutes les questions relatives à l'appel d'offres et au processus de d'appel d'offres est le responsable des achats du PROE.
  - c) Le PROE déterminera la réponse à donner, le cas échéant, à une question du soumissionnaire. Le PROE diffusera les questions des soumissionnaires et la réponse du PROE à ces questions à tous les soumissionnaires en utilisant la page des appels d'offres du PROE (<https://www.sprep.org/tenders>) sans divulguer la source des questions ni révéler aucune information confidentielle d'un soumissionnaire.
  - d) Les soumissionnaires doivent indiquer dans leur question quelles sont les informations qu'ils considèrent comme confidentielles, le cas échéant.

- e) Si un soumissionnaire pense avoir trouvé une divergence, une erreur, une ambiguïté, une incohérence ou une omission dans le présent appel d'offres ou dans toute autre information donnée ou mise à disposition par le PROE, il doit en informer rapidement le responsable de la passation des marchés en exposant l'erreur de manière suffisamment détaillée pour que le PROE puisse prendre, le cas échéant, les mesures correctives qu'il juge appropriées

## 6. Critères d'évaluation

- 6.1. Le PROE, en collaboration avec le Service Territoriale de l'Environnement (STE) de Wallis et Futuna, sélectionneront un prestataire sur la base de la documentation fournie. Celle-ci devra démontrer que l'offre présente le meilleur rapport qualité-prix, et que le soumissionnaire satisfait aux critères suivants :
- 6.2. Toute proposition qui n'atteindrait pas à minimum 70% des critères techniques sera rejetée, et la proposition financière qui l'accompagne ne sera pas évaluée.

### I. Note technique – 80%

Critère	Détail	Pondération
<b>Expérience</b>	Expérience d'au moins 5 ans en matière de maîtrise d'œuvre de construction d'installations de gestion des déchets et/ou de construction de bâtiments industriels, avec une préférence particulière pour une expérience dans le Pacifique (les CV de chaque membre de l'équipe de projet doivent être fournis).	30%
<b>Proposition technique / Méthodologie</b>	Approche générale - méthodologie proposée par le consultant pour réaliser cette mission.	35%
	Calendrier détaillé des activités de la mission.	15%

### II. Note financière – 20%

Un budget détaillé doit être fourni par le(s) soumissionnaire(s) pour chacune des activités à mettre en œuvre.

La formule suivante sera utilisée pour calculer le score financier, UNIQUEMENT pour les propositions qui obtiennent une note technique supérieure à 70% = :

$$\text{Note financière} = a \times \frac{b}{c}$$

Où :

a = nombre maximum de points alloués pour le score financier

b = Montant de l'offre la plus basse

c = Montant total de l'offre de la proposition

## 7. Modification ou résiliation de l'appel d'offres

### 7.1

- a) Le PROE peut modifier, suspendre ou mettre fin au processus d'appel d'offres à tout moment.
- b) Dans le cas où le PROE modifie l'appel d'offres ou les conditions de l'appel d'offres, il en informera les candidats potentiels en utilisant la page des appels d'offres du PROE (<https://www.sprep.org/tenders>).
- c) Les soumissionnaires sont tenus de consulter régulièrement la page des appels d'offres du site web du PROE pour vérifier s'il y a des mises à jour et de télécharger la documentation pertinente de l'appel d'offres et l'addendum à l'appel d'offres s'ils souhaitent fournir une réponse à l'appel d'offres.
- d) Si le PROE estime qu'aucune des offres soumises ne présente un bon rapport qualité/prix ou qu'il est par ailleurs dans l'intérêt du public ou du PROE de le faire, le PROE peut mettre fin au processus d'appel d'offres à tout moment. Dans ce cas, le PROE annulera l'appel d'offres, publiera un avis d'annulation et informera les soumissionnaires non retenus en conséquence.

## 8. Délais

7.1. **Les offres doivent être transmises au plus tard le 18 mars 2025, minuit (heure d'Apia, Samoa).**

7.2. Les offres soumises hors délais ne seront pas considérées.

7.3. Veuillez transmettre votre offre, en indiquant clairement les informations suivantes : 'RFT 2025/001 : **Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour la construction d'une installation de valorisation des déchets métalliques à Wallis.**

Mail : SPREP  
Attention : Procurement Officer  
PO Box 240  
Apia, SAMOA  
Email : [tenders@sprep.org](mailto:tenders@sprep.org) (OPTION RECOMMANDÉE)  
Fax : 685 20231

En personne : déposé en personne dans la boîte « tender » située à la réception du PROE,  
Vailima, Samoa.

Le PROE se réserve le droit de rejeter toute offre et l'offre proposant le prix le plus bas ne sera pas nécessairement retenue.

Le PROE se réserve le droit d'entamer des négociations sur une ou plusieurs offres avant l'attribution d'un contrat, de diviser une attribution/répartition et d'envisager une attribution/répartition localisée entre toutes les offres, dans n'importe quelle combinaison, selon ce qu'il jugera approprié, sans acceptation écrite préalable des candidats.

**Un contrat est en vigueur dès lors qu'il est signé par le PROE et le prestataire sélectionné. Toute discussion contractuelle/travail effectué/marchandises fournies avant la signature d'un contrat ne constitue pas un contrat.**

**Pour toute plainte concernant les appels d'offres du PROE, veuillez-vous référer à la section Plaintes du site web. <http://www.sprep.org/accountability/complaints>**

## Annexe A : Termes de Référence

### Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour la construction d'une installation de valorisation des déchets métalliques à Wallis

#### 1. CONTEXTE

##### 1.1 Contexte de la mission

Dans le cadre de la première phase du projet SWAP (*Committing to Sustainable Waste Actions in the Pacific*) financé par l'Agence française de développement (AFD) et mis en œuvre par le Programme Régional Océanien de l'Environnement (PROE), le Service Territorial de l'Environnement (STE), point focal du Territoire de Wallis et Futuna, a initié la construction d'une installation de valorisation des déchets métalliques dans l'enceinte du CET de Vailepo à Wallis.

Cette installation doit permettre

- 1) le démantèlement des véhicules hors d'usage pour récupération et revente de pièces détachées,
- 2) la refonte d'aluminium pour valorisation locales sous formes d'ustensiles de cuisine, auge à cochons, ou autre.

A ce titre, une étude d'avant-projet détaillé a été réalisée par le bureau d'études THETIS WF afin de définir les dispositions architecturales, techniques et financières relatives à la construction de cette installation.

L'installation comprend quatre zones distinctes, à savoir :

- Un espace dédié aux activités de fonderie de 63 m<sup>2</sup>
- Un atelier de démantèlement des VHU de 192 m<sup>2</sup>
- Une pièce dédiée au stockage et à la revente des pièces détachées de 63 m<sup>2</sup>
- Une plateforme en béton permettant l'accès aux différents espaces.

L'installation dans son ensemble est également raccordée aux réseaux divers : électricité, eaux usées dont fosse toutes eaux, eaux pluviales, etc. Le rapport de l'étude d'avant-projet détaillé est annexé au présent cahier des charges.

Du fait de contraintes budgétaires, seul l'espace dédié aux activités de fonderie a été construit à ce jour.

Contenu des bons résultats du projet SWAP, une seconde phase de projet a été signée en décembre 2024 accordant des fonds supplémentaires à Wallis pour achever la construction de cette installation de valorisation des déchets métalliques.

L'ensemble des documents produits dans le cadre de la première phase de construction de l'installation (dossier de consultation des entreprises, etc.) sera transmis au prestataire retenu pour la présente mission de maîtrise d'œuvre lors de la réunion de lancement et servira de base à la réalisation des études comprises dans le cadre de la présente mission.

##### 1.2 Contraintes budgétaires

La construction de l'espace dédié aux activités de fonderie a coûté 115 000€, auquel s'ajoute l'achat et la livraison de matériels de fonderie pour un montant de 7 500€.

Le budget prévisionnel estimé par l'assistant à maîtrise d'ouvrage lors de l'APD, pour la construction de l'atelier de démantèlement des VHU, de l'espace de stockage des pièces détachées ainsi que les espaces et réseaux manquants connexes est de 402 000 €.



Le budget alloué par le projet SWAP2 pour finaliser la construction de l'installation de valorisation des déchets métalliques de Wallis y compris l'achat de matériels et équipements nécessaires à l'exploitation de l'installation est de 200 000 €.

Ainsi, le budget alloué par le SWAP2 est insuffisant pour finaliser l'intégralité de cette installation, sans co-financement.

### I.3 Missions de maîtrise d'œuvre

Les prestations comprises dans la présente mission de maître d'œuvre recruté dans la cadre de cet appel doivent permettre de :

- 1) préparer les documents de projets (plans et descriptifs techniques),
- 2) estimer le budget global du projet,
- 3) établir le dossier de consultation des entreprises,
- 4) définir un phasage des travaux au regard du budget disponible à ce jour et
- 5) suivre la réalisation des travaux jusqu'à réception.

## **2. OBJET DE LA MISSION**

Le présent Cahier des charges/termes de référence a pour objectif de sélectionner un prestataire à qui sera confié les études préalables et la maîtrise d'œuvre visant la **construction d'une installation de valorisation des déchets métalliques à Wallis**.

Les études seront réalisées pour le compte du Programme Régional Océanien de l'Environnement, en collaboration avec le Service Territorial de l'Environnement des Îles de Wallis et Futuna et le porteur de projet sélectionné pour exploiter cette installation.

Cette mission sera financée par le Programme Régional Océanien de l'Environnement via le projet SWAP2. Un cofinancement ultérieur pourra éventuellement être ajouté selon les besoins du projet.

## **3. CONTENU DE LA MISSION**

### Tranche ferme

La tranche ferme (TF) comprend la mise à jour de l'avant-projet détaillé afin d'étudier les deux scénarios suivants :

- scénario 1 : construction de l'installation telle que définie dans l'APD initial intégrant un projet de répartition budgétaire entre ce qui pourrait être financé par le SWAP 2 et ce qui devrait être pris en charge via un co-financement ;
- scénario 2 : reprise intégrale de la conception de l'installation, à l'exception de l'espace dédié aux activités de la fonderie, afin de rentrer dans le budget alloué par le SWAP (ex : remplacement du bâtiment de stockage des pièces détachées par un conteneur maritime, zone de démantèlement des VHU sous bâtiment couvert non fermé, autre).

Le rapport d'avant-projet détaillé (APD) inclura les estimations financières des scénarios susmentionnés, et la définition du phasage des travaux.

### Tranche optionnelle

La tranche optionnelle comprend les prestations suivantes :

- TC1 : Rédaction du dossier de consultation des entreprises de travaux,
- TC2 : Participation aux procédures de sélection de l'entreprise chargée des travaux,
- TC3 : Suivi de chantier jusqu'à achèvement des travaux.



La décision de donner suite à cette tranche optionnelle se fera en fonction des résultats de l'APD mis à jour.

Cette décision pourrait potentiellement être reportée à 2026 si des co-financements devaient être trouvés.

#### 4. DETAIL DES PRESTATIONS PREVUES AU PRESENT MARCHÉ

##### IV.1. TF : Mise à jour de l'avant-projet détaillé (APD) pour la construction d'une installation de valorisation des déchets métalliques

La mise à jour de l'APD vise à définir précisément les aménagements à mettre en œuvre (bâtiments, accès, réseaux, etc.) afin de finaliser la construction de l'installation de valorisation des déchets métalliques de Wallis. Les documents produits dans le cadre de la première phase de travaux seront fournis au prestataire lors de la réunion de lancement du présent marché.

Compte-tenu des contraintes budgétaires mentionnées précédemment, l'APD étudiera les deux scénarios suivants :

- scénario 1 : construction de l'installation telle que définie dans l'APD initial intégrant un projet de répartition budgétaire entre ce qui pourrait être financé par le SWAP 2 et ce qui devrait être pris en charge via un co-financement ;
- scénario 2 : reprise intégrale de la conception de l'installation, à l'exception de l'espace dédié aux activités de la fonderie, afin de rentrer dans le budget alloué par le SWAP (ex : remplacement du bâtiment de stockage des pièces détachées par un conteneur maritime, zone de démantèlement des VHU sous bâtiment couvert non fermé, autre).

L'objectif de l'APD est d'avoir une vision précise des travaux et d'en estimer le coût global. A ce titre, une estimation financière du coût global de l'installation par scénario devra être réalisée.

Un calendrier sera fourni détaillant chaque étape des travaux. Un phasage sera également établi dans le cas où le budget alloué à ce jour ne pourrait couvrir l'intégralité des dépenses.

Une réunion de présentation de l'APD sera organisée avec les représentants du STE, du PROE et du porteur de projet.

##### IV.2. TC1 : Rédaction du dossier de consultation des entreprises (DCE) du marché de travaux

La présente mission comprend la rédaction du DCE pour sélectionner la ou les entreprises en charge de la construction de la future installation.

Les pièces du DCE se baseront sur les modèles SPREP et comprendront uniquement les éléments techniques, graphiques et financiers nécessaires à la parfaite réalisation des travaux.

Les pièces administratives seront rédigées par le PROE.

##### IV.3. TC2 : Analyse des offres

A l'issue de la consultation des entreprises, le prestataire réalisera l'analyse des offres des soumissionnaires reçues en réponse à l'appel d'offres pour les travaux et participera au jury en charge de la sélection des entreprises en collaboration avec les représentants du PROE et du STE.

Le rapport final d'analyse des offres sera rédigé par le PROE.

##### IV.4. TC3 : Suivi de travaux

La présente mission couvrira également :

- la Direction de l'exécution du ou des Contrats de Travaux (DCT) ;

- l'Assistance aux Opérations de Réception (AOR) ainsi que la période de garantie de parfait achèvement.

#### IV.5. Déplacements

Tous les déplacements rendus nécessaires pour les besoins de la mission (transport, hébergement, restauration...), devront être organisés et pris en charge par le Titulaire sélectionné pour la présente mission. Par conséquent, tous les coûts connexes doivent être inclus dans les propositions financières.

Nota : il est recommandé qu'au moins un membre de l'équipe soit basé à Wallis pour les besoins de suivi de chantier.

### 4. CALENDRIER

Les différentes prestations comprises dans la présente mission devront être réalisées en respectant les délais suivants :

No.	Deliverables	Date butoire
<b>TRANCHE FERME</b>		
TF1	<u>Compte-rendu de la réunion de lancement</u> : Relevé de conclusions de la réunion de lancement de la prestation, dont la mise à jour du planning prévisionnel de la mission.	Une semaine après signature de la mission
TF2	Avant-projet détaillé : version provisoire y compris réunion de présentation au PROE, STE et porteur de projet. Compte-rendu de réunion.	1 mois après signature de la mission
TF3	Avant-projet détaillé : version définitive intégrant les commentaires et avis émis lors de la réunion de présentation	2 semaines après réunion de présentation
<b>TRANCHE OPTIONNELLE</b>		
TC1	<u>Documents de consultation des entreprises</u> : Préparation des pièces techniques, graphiques et financiers du dossier de consultation des entreprises	3 semaines après notification du lancement de la tranche optionnelle
TC2	<u>Analyse des offres</u> : Analyse des offres remises selon le modèle transmis par le PROE et participation aux réunions de sélection de l'entreprises.	2 semaines après réception des offres
TC3	<u>Durée des travaux</u> : La durée des travaux est estimée à environ 9 mois.	9 mois après démarrage des travaux Au plus tard 30 juin 2027

## 5. PAIEMENTS

**Le Titulaire sélectionné pour cette prestation sera rémunéré au forfait.**

Les paiements seront effectués par phase après validation des livrables, selon le tableau de rémunération suivant :

Délivrable	Montant
TF : Mise à jour de l'APD	
TC1 : Transmission du cahier des charges	
TC2 : Validation du rapport d'analyse des offres	
TC3a : Suivi de chantier – ½ durée total	
TC3b : Suivi de chantier – réception des travaux	